ITUC CSI IGB

CONFEDERATION SYNDICALE INTERNATIONALE

CONSEIL GENERAL

Washington, les 12 - 14 décembre 2007

Point 15 de l'ordre du jour

Divers

(d) Résolution sur la Birmanie

Le Conseil général, réuni lors de sa 3e session à Washington DC, du 12 au 14 décembre 2007,

RAPPELANT la brutale répression par le régime militaire birman à l'encontre des manifestations pacifiques en septembre et octobre 2007, qui s'est soldée par des dizaines de morts, plusieurs centaines de blessés et la détention de milliers de personnes innocentes;

CONDAMNANT la répression continue et brutale par la junte birmane à l'encontre de la population de la Birmanie, notamment les assassinats, les tortures, les agressions physiques incluant des viols, le recours massif au travail forcé, les emprisonnements et d'autres formes extrêmes de violence et d'intimidation, ainsi que sa dénégation totale de la liberté syndicale;

SALUANT le courage et l'engagement du mouvement démocratique birman, notamment de la Federation of Trade Unions – Burma (FTUB), Organisation associée à la CSI;

SE FELICITANT du soutien international massif apporté au mouvement démocratique birman, notamment les mobilisations et d'autres actions organisées par les affiliées de la CSI et les Fédérations syndicales internationales dans le monde entier;

PRENANT NOTE que la junte exerce un contrôle complet sur l'économie de la Birmanie, qu'elle utilise pour s'enrichir et perpétuer son pouvoir contre la volonté de ses citoyens, dont des millions sont actuellement au bord de la famine comme résultat direct des politiques et des actions de la junte;

RECONNAISSANT que plusieurs pays ainsi que l'Union européenne ont imposé des sanctions économiques et politiques sur la Birmanie, en vue d'exercer une pression sur le régime, mais que celles-ci n'incluent

pas certaines secteurs économiques clefs, en particulier les finances et les banques ainsi que le pétrole et le gaz, qui constituent le pilier de la capacité de la junte à poursuivre son régime répressif;

SALUANT la récente nomination par l'UE du Dr. P. Fassino comme Envoyé spécial pour la Birmanie, de même que les efforts déployés par le Prof. I. Gambari, Conseiller spécial pour la Birmanie du Secrétaire général de l'ONU et par le Prof. S. Pinheiro, Rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des droits de l'homme en Birmanie;

DEPLORANT le refus de certains membres du Conseil de sécurité des Nations unies et d'autres gouvernements de soutenir l'application de sanctions multilatérales globales à l'encontre du régime birman; et

CONDAMNANT les pays qui soutiennent et promeuvent des liens économiques avec la Birmanie, ainsi que les entreprises qui poursuivent leurs relations commerciales en Birmanie ou établies avec ce pays;

APPELLE tous les gouvernements à soutenir pleinement l'introduction et la mise en œuvre urgentes, à travers les Nations unies et des organisations régionales, de sanctions politiques, économiques et financières multilatérales d'ensemble à l'encontre du régime birman;

SOUTIENT les actions menées jusqu'à présent par l'OIT en vue de contraindre le régime militaire birman à cesser de recourir de manière massive au travail forcé;

INSISTE pour que toutes les compagnies entretenant des relations commerciales avec la Birmanie suivent l'exemple des entreprises qui ont répondu aux appels lancés par la CSI et d'autres organisations, et mettent immédiatement un terme à ces relations;

SOULIGNE l'importance, à cet égard, de la Base de Données de la CSI sur la Birmanie, reprenant les compagnies qui entretiennent des relations d'affaires avec la Birmanie, ainsi que des actions menées dans le cadre de la Campagne des Actionnaires du Comité sur le Capital des Travailleurs du groupement Global Unions;

EXHORTE toutes les affiliées de la CSI et les Fédérations syndicales internationales à maintenir la plus grande pression sur les gouvernements et les entreprises afin d'atteindre les objectifs mentionnés ci-dessus;

ENJOINT les affiliées de soutenir les actions des fonds de pension, notamment en retirant leurs investissements, en élaborant des résolutions d'actionnaires et en utilisant d'autres moyens pour veiller à ce que les entreprises mettent un terme à leurs relations commerciales avec la Birmanie;

S'ENGAGE à garantir le soutien continu et total du mouvement syndical international à la FTUB et au mouvement démocratique birman; et

CHARGE le secrétaire général de continuer de coordonner ce soutien, moyennant l'examen urgent et la mise en œuvre effective de tous les moyens de pression disponibles sur les plans économique, politique et juridique par rapport à la junte birmane, notamment le renvoi possible à la Cour internationale de justice et à la Cour pénale internationale, conformément à la Déclaration finale de la Conférence de la CSI sur la démocratie pour la Birmanie (Katmandou, Népal, avril 2007) et les positions adoptées par le Groupe des travailleurs de l'Organisation internationale du travail.

HTUR/TN-JK/MM – Le 5 décembre 2007

FICHE D'INFORMATION A L'INTENTION DES INVESTISSEURS EN BIRMANIE

Dernière mise à jour: le 6 décembre 2007

Données clefs sur la Birmanie

- La Birmanie est un Etat paria international dirigé par un régime militaire qui ne tolère aucune contestation, réprime ses minorités ethniques et détient un pouvoir absolu en dépit des condamnations et sanctions internationales.
- Le pays est connu pour ses violations massives et systématiques des droits humains et des travailleurs. De nombreux rapports font état du recours généralisé au travail forcé et obligatoire, notamment dans le cadre de la construction de projets d'infrastructure liés aux investissements étrangers.
- Les secteurs clefs de l'économie Birmane sont contrôlés par le régime militaire et ses adeptes. La corruption et la mauvaise gestion économique sont largement répandues. La Chine et l'Inde sont particulièrement intéressées par les vastes réserves de ressources naturelles (gaz naturel, teck, pierres précieuses, métaux). Le pays est au cœur du trafic de drogues illicites et est le deuxième producteur mondial d'opium.
  La Ligue nationale pour la démocratie (National League for Democracy – NLD), dirigée par le prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi, a remporté une victoire écrasante lors des dernières élections démocratiques en 1990. Les élections ont été annulées, la NLD a été déclarée illégale, et Aung San a depuis lors été assignée à résidence pendant de longues périodes.
- Les plus grandes manifestations organisées depuis 20 ans en Birmanie ont eu lieu en août/septembre 2007. Les manifestations pacifiques dirigées par des moines bouddhistes ont fait l'objet d'une violente répression, laquelle a largement été condamnée à l'échelle internationale.

Position syndicale internationale

Depuis 2000, le mouvement[i] syndical international appelle toutes les entreprises entretenant des relations commerciales avec la Birmanie à se retirer du pays et à mettre un terme à tous les liens économiques. A la suite des récents événements, en octobre 2007, la Confédération syndicale internationale a demandé à ses organisations affiliées de participer à une campagne d'actionnaires qui pourrait inclure un désinvestissement des entreprises liées a la Birmanie. Cette position corrobore celle de la dirigeante birmane élue démocratiquement, Aung San Suu Kyi, ainsi que celle de la Fédération indépendante des syndicats de Birmanie, qui travaille dans la clandestinité aussi bien dans le pays qu'à l'étranger. Les entreprises étrangères jouent un rôle fondamental dans le maintien d'un flux de capitaux constant en faveur de la dictature militaire et, par extension, dans le soutien du régime militaire et de la violente répression dans le pays.

De nombreuses entreprises quittent le pays, alors que certaines y restent

Les investissements étrangers en Birmanie prédominent dans les secteurs du pétrole, du gaz et de l'hydroélectricité, mais sont également effectués dans le secteur minier (notamment le cuivre et les pierres précieuses), le bois, les voyages et le tourisme, et l'immobilier[ii]. Parmi les nombreuses entreprises étrangères présentes en Birmanie figurent **Total** (France), **Chevron** (Etats-Unis), **China National Offshore Oil Corp** (CNOOC), **PetroChina** (filiale cotée en bourse de la **China National Petroleum Corporation** (CNPC)), **China PetroChemical Corp** (Sinopec), **Daewoo International Corporation** (Corée du Sud), **ONGC** (Inde), et **GAIL** (Inde). Le groupement Global Unions maintient une base de données des entreprises entretenant des liens connus avec le pays.

Du point de vue des investisseurs, les entreprises courent des risques importants liés à la réputation, ainsi que sur les plans financier, juridique et politique, en opérant en Birmanie qui a été condamné à l'échelle internationale en raison de son recours au travail forcé, au déplacement forcé et à la répression des minorités ethniques. En reconnaissant ces risques, un grand nombre de firmes ont désinvesti de la Birmanie au cours de la dernière décennie, notamment British American Tobacco, Texaco (Etats-Unis), Levi Strauss (Etats-Unis), Triumph International (Suisse), Premier Oil (Royaume-Uni), Anheuser-Busch (Etats-Unis), Heineken (Pays-Bas), Adidas (Allemagne), et IKEA (Suède)[iii]. En 2007, la société Rolls-Royce (Royaume-Uni)[iv] a annoncé qu'elle n'opérerait plus en Birmanie. Ivanhoe Mines (CAN) a également annoncé son intention de désinvestir[v]. La campagne britannique "Burma Campaign UK" entretient une liste "sale" (*dirty list*) des entreprises qui opèrent toujours en Birmanie et une liste "propre" (*clean list*) des entreprises qui ont désinvesti.

Risques des investisseurs

- L'adoption de nouvelles sanctions et l'intensification des campagnes publiques peuvent empêcher les entreprises de vendre leurs actions dans des projets liés a la Birmanie ou les forcer à les vendre à des prix nettement réduits (comme dans le cas de la société canadienne Ivanhoe Mines).
- Les investisseurs étrangers dans de nombreux secteurs, tels que le pétrole et le gaz, paient des redevances au gouvernement militaire birman[vi]. Ces paiements devraient être dévoilés. Il est peu probable que les entreprises puissent démontrer que ces revenus ne financent pas la répression militaire.

Risques liés à la réputation

- Les entreprises opérant en Birmanie sont associées directement ou indirectement à un régime militaire bien connu.
- La sensibilisation accrue des consommateurs, la couverture médiatique et les campagnes publiques sur la situation en Birmanie peuvent avoir un impact sur la bonne volonté des consommateurs et/ou entraîner une augmentation des risques des boycotts des consommateurs.
- Les services de sécurité qui sont liés aux forces militaires birmanes sont destinés à protéger les investissements étrangers en Birmanie. Les violations des droits humains dénoncées par des ONG indépendantes ne font pas l'objet d'enquêtes. La construction d'un important pipeline dans les années 1990 s'est accompagnée de violations massives[vii] des droits humains et des droits des travailleurs.

Risques financiers

- Risques financiers potentiels résultant de litiges ou de sanctions.
- Les entreprises étrangères ne sont pas en mesure de veiller à ce que les transactions financières soient effectuées de manière transparente et responsable, conformément aux normes comptables internationales.
- Le risque élevé d'expropriation sans indemnité en raison d'un cadre réglementaire insuffisant et imprévisible en matière d'investissement, l'application irrégulière de la loi et la corruption endémique. Plusieurs entreprises ont vu saisir leurs avoirs ou ont été forcées par le régime militaire à quitter le pays.[viii]
- Des risques financiers supplémentaires sont conjugués aux taux de change officiels peu réalistes, au manque permanent de devises étrangères de la junte, et au large déficit de la balance des paiements courants.

Risques juridiques et politiques

- Un renforcement du régime des sanctions internationales, notamment de l'UE, des Etats-Unis et du Canada. Les législateurs américains examinent la possibilité de combler la lacune dans la législation qui permet aux entreprises américaines en Birmanie (Chevron) de continuer d'opérer si elles étaient présentes avant l'imposition des sanctions en 1997 et le renforcement de celles-ci en 2003[ix].

- Les opérations en Birmanie courent un plus grand risque de faire l'objet de procès dans des tribunaux étrangers pour violations des droits humains.

    - Une affaire contre la société UNOCAL (rachetée depuis lors par Chevron) a été portée devant un tribunal américain qui, en 2005, a conclu qu'UNOCAL, qui avait engagé les services des militaires pour garantir la sécurité dans l'un de ses projets de pipeline, « savait ou devrait avoir su que les militaires commettaient, étaient en train de commettre et continueraient de commettre ces actes atroces ».[x]
    - Le procès contre le groupe Total (France) pour des crimes allégués contre l'humanité a repris en Belgique, qui applique la loi de compétence universelle dans ce genre d'affaires[xi].

- Une résolution de l'OIT, adoptée en juin 2000, appelle ses mandants (à savoir les gouvernements, les travailleurs et employeurs) à prendre des mesures appropriées en ce qui concerne les relations avec la Birmanie « afin que ces relations ne puissent être mises à profit par ce pays pour perpétuer ou développer le système de travail forcé ou obligatoire, et de faire rapport au Conseil d'administration du BIT ».[xii] La résolution reste en vigueur et a été réaffirmée à plusieurs reprises depuis 2000.

- Aung San Suu Kyi et d'autres dirigeants de l'opposition birmane ont déclaré que les entreprises étrangères qui collaborent avec le gouvernement militaire seront pénalisées ou sanctionnées dès qu'un gouvernement démocratique sera rétabli.

Que peuvent faire les fiduciaires des fonds syndicaux?

Les risques mis en exergue dans la présente fiche d'information soulèvent de sérieux doutes quant à la capacité des entreprises opérant en Birmanie à créer une valeur durable et responsable à long terme pour les investisseurs. Les fiduciaires sont dès lors priés de prendre des mesures.

Etape 1: Evaluer vos risques, poser des questions et adopter une position publique

Une première étape simple consiste à demander au gestionnaire de vos investissements de répondre à plusieurs questions, notamment:

- Vos fonds détiennent-ils des actions dans des entreprises courant des risques significatifs en Birmanie? Vous pourriez mentionner en particulier les entreprises du secteur de l'énergie suivantes: Total (France), Chevron (Etats-Unis), China National Offshore Oil Corp (CNOOC), PetroChina (filiale de la China National Petroleum Corporation - CNPC), China PetroChemical Corp (Sinopec), Daewoo International Corporation (Corée du Sud).

- Comment le gestionnaire de vos investissements évalue-t-il les risques liés à la réputation, ainsi que sur les plans financier, juridique et politique que peut provoquer la présence de ces entreprises en Birmanie pour vos fonds?

- Quelle est la stratégie du gestionnaire de vos investissements pour faire face à ces risques?

- Le gestionnaire de vos investissements considère-t-il que ces entreprises peuvent clairement démontrer qu'elles ne sont pas complices des violations massives des droits humains et des travailleurs ou n'y contribuent pas en Birmanie?

Etape 2: Adopter une position publique

Une deuxième étape possible consiste à exhorter vos fonds à adopter une position publique par rapport aux risques posés par les investissements en Birmanie ou aux violations massives des droits humains et des travailleurs plus généralement. Vous pouvez demander au conseil de vos fiduciaires de rendre publiques vos discussions sur la Birmanie, et plus particulièrement sur les questions soulevées ci-dessus.

Etape 3: Communiquer avec les membres des fonds de pension

Selon une troisième étape possible, vous pourriez informer les membres de vos fonds de pension sur les discussions du conseil des fiduciaires sur la Birmanie et sur les intentions de vos fonds par rapport aux entreprises opérant dans ce pays. Vous pouvez demander l'opinion des membres et exposer les options possibles, telles que le désinvestissement.

Etape 4: S'adresser directement aux entreprises

En tant qu'actionnaires inquiets, vous (ou le gestionnaire de vos investissements, agissant pour votre compte) pouvez directement vous adresser aux entreprises impliquées dans votre portefeuille, en les informant par écrit ou en personne sur vos préoccupations. Dans toute communication, vous devriez indiquer le nombre d'actions que vous détenez dans l'entreprise et exprimer vos préoccupations quant aux risques liés à la réputation, ainsi que sur les plans financier, juridique et politique résultant de leur présence en Birmanie. Veillez à demander à l'entreprise d'expliquer les mesures spécifiques qu'elle a prises pour s'assurer de ne pas être complice des violations des droits humains et des travailleurs et de ne pas y contribuer en Birmanie[xiii].

Etape 5: Echanger des informations et créer des réseaux

Collaborer et échanger des informations proactives sur la Birmanie s'avère très utile, en particulier échanger des informations avec d'autres fiduciaires. Votre syndicat ou centrale nationale peut vous aider à vous mettre en contact avec d'autres fiduciaires dans votre pays. Le Comité du groupement Global Unions sur le capital des travailleurs peut également vous aider à vous mettre en contact avec des fiduciaires qui travaillent avec la Birmanie à l'échelle internationale.

Autres ressources

- Comité du groupement Global Unions sur le capital des travailleurs (CWC – www.workerscapital.org)
- Base de données du groupement Global Unions sur les entreprises entretenant des liens avec la Birmanie
- Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'homme – Page sur la Birmanie
- Campagne « *Burma campaign UK* » – liste « *dirty* » (sale) et « *clean* » (propre)

Notes de fin de document

[i] Le groupement Global Unions rassemble toutes les organisations syndicales internationales, à savoir la CSI (Confédération internationale des syndicats libres), la CSC-TUAC (Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE), et les dix Fédérations syndicales internationales: IBB (Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois), IE (Internationale de l'éducation), ICEM (Fédération internationale des syndicats des travailleurs de la chimie, de l'énergie, des mines et des industries diverses), FIJ (Fédération internationale des journalistes), FIOM (Fédération internationale des organisations des travailleurs de la métallurgie), FITTHC (Fédération internationale des travailleurs du textile, de l'habillement et du cuir), ITF (Fédération internationale des ouvriers du transport), UITA (Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes), ISP (Internationale des services publics), UNI (Union Network International).

[ii] Source: Département d'Etat des Etats-Unis http://www.state.gov/e/eeb/ifd/2007/80685.htm

[iii] Source: « *Burma campaign UK* »- http://www.burmacampaign.org.uk/dirty_list/clean_list.html

[iv] Source: Rolls Royce UK, octobre 2007: http://www.rolls-royce.com/community/overview/burma.jsp

[v] Source: Ivanhoe Mines, octobre 2007 http://www.ivanhoe-mines.com/i/pdf/07Oct03MyanmarStatement.pdf

[vi] Source: Human Rights Watch, octobre 2007 http://hrw.org/english/docs/2007/10/01/burma16995.htm

[vii] Voir http://www.business-humanrights.org/Categories/Lawlawsuits/Lawsuitsregulatoryaction/LawsuitsSelectedcases/UnocallawsuitreBurma

[viii] Pour de plus amples informations, voir: http://www.state.gov/e/eeb/ifd/2007/80685.htm

[ix] Loi « *Saffron Revolution Support* » présentée par le sénateur Mc Cain en octobre 2007 http://mccain.senate.gov/public/index.cfm?FuseAction=PressOffice.PressReleases&ContentRecord_id=1141D9E1-1321-0E36-BAFA-F9913D18DC42

En outre, le Congrès des Etats-Unis examine la possibilité d'interdire toute déduction des impôts dans le cadre des opérations de Chevron liées au gisement de gaz ou gazoduc, au travers du projet de loi « *Block Burmese JADE (Junta's Anti-Democratic Efforts) Act of 2007* » *(« loi sur le blocage des efforts antidémocratiques de la junte birmane de 2007 »)*. Source: http://www.govtrack.us/congress/billtext.xpd?bill=h110-3890

Les Etats-Unis examinent également la possibilité de combler la lacune juridique qui a permis que les pierres précieuses soient extraites de la Birmanie, mais soient taillées et polies dans d'autres pays, pour être vendues aux Etats-Unis.

[x] Voir affaire Doe contre Unocal http://www.earthrights.org/files/Legal%20Docs/Unocal/0056603.pdf Pour de plus amples informations sur l'affaire UNOCAL, voir: http://www.business-humanrights.org/Categories/Lawlawsuits/Lawsuitsregulatoryaction/LawsuitsSelectedcases/UnocallawsuitreBurma

[xi] Source: Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'homme http://www.business-humanrights.org/Categories/Lawlawsuits/Lawsuitsregulatoryaction/LawsuitsSelectedcases/TotallawsuitinBelgiumreBurma

[xii] Voir communiqué de presse de l'OIT: http://www.ilo.org/global/About_the_ILO/Media_and_public_information/Press_releases/lang--fr/WCMS_008271/index.htm

[xiii] Pour obtenir des exemples de lettres d'investisseurs adressées aux entreprises actives en Birmanie: workercapital@share.ca

HUMAN RIGHTS WATCH

Birmanie : Une répression plus sanglante que ne l'admet le gouvernement

Les arrestations continuent au milieu de l'inaction internationale

(New York, le 7 décembre 2007) – Beaucoup plus de personnes ont été tuées et arrêtées au cours de la violente répression du gouvernement contre les moines et d'autres manifestants pacifiques en septembre 2007 que ne l'a admis le gouvernement birman, affirme Human Rights Watch dans un nouveau rapport paru aujourd'hui. Depuis la répression, le régime militaire a exercé toute la force de son système dictatorial pour intimider toute opposition, traquant les dirigeants des manifestations au cours de rafles nocturnes et défroquant les moines.

Le rapport de 140 pages, « Crackdown: Repression of the 2007 Popular Protests in Burma » (« Répression : Riposte aux manifestations populaires de 2007 en Birmanie »), s'appuie sur plus de 100 entretiens avec des témoins oculaires en Birmanie et Thaïlande. C'est à ce jour le compte-rendu le plus complet des événements d'août et septembre.

Les recherches effectuées par Human Rights Watch ont établi que les forces de sécurité ont tiré sur la foule avec des balles en caoutchouc et des balles réelles, frappé les manifestants et les moines avant de les traîner dans des camions, et détenu arbitrairement des milliers de personnes dans des lieux de détention officiels et officieux. En plus des moines, de nombreux étudiants et autres civils ont été tués, bien que sans accès total et indépendant à ce pays il est impossible de déterminer le nombre exact de victimes.

« La répression en Birmanie est loin d'être terminée », a déclaré Brad Adams, directeur pour l'Asie à Human Rights Watch. « La répression brutale se poursuit, et le gouvernement continue de mentir sur le nombre réel de morts et de détentions. »

Human Rights Watch a constaté que la répression avait été menée en partie par l'Union Solidarity and Development Association (Association pour la solidarité et le développement syndical, USDA), une organisation « d'aide sociale de masse » comptant plus de 23 millions de membres et entretenue par l'armée birmane pour diriger un futur gouvernement civil. Cette organisation a agi aux côtés des milices Swan Arr Shin (Les tout puissants), des soldats et de la police anti émeutes, frappant et arrêtant les militants.

Le rapport fait état du meurtre de 20 personnes à Rangoun, mais Human Rights Watch estime que le nombre de victimes y a été beaucoup plus élevé, et que des centaines d'autres personnes sont encore emprisonnées. Human Rights Watch a été dans l'impossibilité de recueillir des informations sur les meurtres et les détentions pour d'autres villes et localités où les manifestations se sont déroulées.

Lors d'une conférence de presse dans la nouvelle capitale de Naypidaw le 3 décembre, le Général Khin Ye, chef de la Police nationale, a déclaré que « Dix personnes sont mortes et 14 ont été blessées au cours des manifestations des moines du 26 au 30 septembre. Les membres des forces de sécurité ont géré la situation

conformément aux procédures. » Human Rights Watch détient des informations selon lesquelles Khin Ye aurait personnellement supervisé les arrestations brutales, les coups et les meurtres à l'encontre de moines à la Pagode Shwedagon à Rangoun le 26 septembre.

Le State and Peace Development Council (Conseil d'Etat pour la paix et le développement, SPDC), organe au pouvoir, prétend que 2 927 personnes, dont 596 moines, ont été « interrogées », et que presque toutes ont été relâchées. Il dit que neuf personnes ont été condamnées à des peines d'emprisonnement, tandis que 59 laïcs et 21 moines sont encore en détention.

Human Rights Watch a déclaré que des centaines de protestataires, dont des moines et des membres du groupe des étudiants de la Génération 88, qui ont conduit des manifestations jusqu'à leur arrestation à la fin août, sont portés manquants. Human Rights Watch a noté qu'avant les manifestations, plus de 1 200 prisonniers politiques qui se morfondaient dans les camps de travail et les prisons de Birmanie.

« Les généraux ont lâché leurs voyous en civil, leurs soldats et leurs policiers contre des moines et d'autres manifestants pacifiques », a déclaré Adams. « Maintenant, ils devraient rendre des comptes pour ceux qui ont été tués et faire la lumière sur le sort des disparus. »

Human Rights Watch a appelé à une action internationale plus importante, y compris de la part du Conseil de Sécurité des Nations Unies, afin de faire pression sur le gouvernement birman pour qu'il procède à des réformes majeures. Le 11 décembre, le Rapporteur spécial de l'ONU pour les droits de l'homme, Paulo Sérgio Pinheiro, présentera ses conclusions sur le répression au Conseil des droits de l'homme à Genève.

Human Rights Watch a critiqué le manque d'action des pays ayant de bonnes relations et de l'influence sur la Birmanie, comme la Chine, l'Inde, la Russie, la Thaïlande, et d'autres membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. La Chine a fait clairement savoir qu'elle ne permettrait pas au Conseil de Sécurité de l'ONU de discuter de la Birmanie de façon décisive. Malgré le meurtre d'un journaliste japonais par les forces de sécurité birmanes, le Japon a réagi timidement.

« Il est temps que le monde impose un embargo sur les armes et des sanctions financières de l'ONU, pour porter atteinte aux dirigeants birmans jusqu'à ce qu'ils entreprennent de réels changements », a insisté Adams. « Des pays comme la Chine, l'Inde et la Thaïlande ont la responsabilité d'agir pour aider à ce que les généraux rendent compte de leurs actes, et pour mettre un terme à ce long cauchemar de répression militaire. »

Extraits des récits de témoins oculaires, tirés du rapport « Crackdown » (« Répression »)

« L'attaque contre le monastère a eu lieu vers 1h du matin. Les soldats ont crié pour faire ouvrir les portes du monastère, puis ils ont enfoncé la porte avec leur camion quand personne n'est venu ouvrir. En poussant de grands cris, ils lancaient des gaz lacrymogènes et tiraient avec leurs fusils automatiques dans les bâtiments du monastère, et ils se servaient de leurs matraques pour frapper tous les moines qu'ils voyaient. Beaucoup de moines se sont enfuis, en grimpant dans les arbres voisins, et ils se sont échappés en se cachant dans les maisons des alentours. J'ai été blessé à la tête quand j'ai été frappé à coups de bâton. J'ai vu des mares de sang, des fenêtres cassées, et des douilles de balles utilisées sur le sol quand je suis revenu au monastère le matin. Nous avons constaté qu'il manquait une centaine de moines sur 230. Ils ont pris notre argent et nos bijoux, et d'autres objets de valeur qu'ils ont trouvés dans le monastère. »
– U Khanda, un moine décrivant une attaque contre son monastère, le 27 septembre

« Nous avions si peur. Mes deux amis criaient fort et j'avais si peur que les soldats nous trouvent. Puis les informateurs ont montré l'herbe. Sept jeunes s'y cachaient. Ils se sont levés et ont couru, mais les soldats se sont mis à tirer dans leur dos. Ils ont juste fait six ou sept pas avant de tomber. Trois ou quatre des jeunes garçons qui avaient autour de 20 à 22 ans ont été abattus sur le champ. Les autres ont essayé de se sauver, mais ils ont été attrapés et emmenés dans les véhicules militaires. »
– Thazin Aye, décrivant les meurtres à l'école No.3 de Tamwe, le 27 septembre

« Après les avertissements, les soldats de la première rangée ont lancé des gaz lacrymogènes sur la foule. Cinq soldats tiraient les gaz lacrymogènes. Ils ont commencé à tirer immédiatement après l'avertissement. Les gens couraient dans toutes les directions. Vingt soldats sont parvenus à la barricade, ils l'ont escaladée et ils se sont mis à frapper les gens. Deux personnes sont mortes. ... Ce n'était pas comme dans les films. Quand les soldats frappaient ces gens, ils essayaient de les tuer. Ils les frappaient à la tête et à l'abdomen. Les soldats les ont tirés par les jambes par-dessus la barricade ... ils ont mis les deux corps à côté de leurs camions. »
– Zaw Zan Htike, décrivant un incident le 27 septembre au centre de Rangoun

« A ce moment-là, une fille ne savait pas si elle devait s'allonger ou se lever. Un policier anti émeute a frappé la fille sur le côté du visage avec sa matraque. La fille a perdu connaissance. Elle avait une vingtaine d'années, il y avait du sang qui ruisselait sur son visage et elle avait peut-être le crâne brisé. Je ne sais pas si elle est morte. Personne ne pouvait l'aider. Si nous levions la tête, ils nous frappaient et nous donnaient des coups de bottes. »
– Htun Kyaw Kyaw, décrivant les arrestations le 27 septembre

Si vous souhaitez commenter ce rapport, ou nous transmettre des informations supplémentaires, veuillez nous contacter par email : burma@hrw.org.

Sur le même thème

Répression : Riposte aux manifestations populaires de 2007 en Birmanie

Birmanie

Pour visionner des cartes satellites, des photos et des commentaires audio

---

de http://hrw.org/french/docs/2007/12/07/burma17498.htm

© Copyright 2003, Human Rights Watch 350 Fifth Avenue, 34th Floor New York, NY 10118-3299 USA

American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations

815 Sixteenth Street, N.W.
Washington, D.C. 20006
(202) 637-5000
www.aflcio.org

EXECUTIVE COUNCIL

JOHN J. SWEENEY
PRESIDENT

RICHARD L. TRUMKA
SECRETARY-TREASURER

LINDA CHAVEZ-THOMPSON
EXECUTIVE VICE PRESIDENT

Gerald W. McEntee
Patricia Friend
Robert A. Scardelletti
Michael J. Sullivan
Joseph J. Hunt
Edward C. Sullivan
Ron Gettelfinger
John Gage
William Hite
Gregory J. Junemann
Nancy Wohlforth

Gene Upshaw
Michael Goodwin
John M. Bowers
Capt. Duane Woerth
Cheryl Johnson, R.N.
William Burrus
James Williams
William H. Young
Andrea E. Brooks
Laura Rico
Paul C. Thompson

Michael Sacco
William Lucy
R. Thomas Buffenbarger
Harold Schaitberger
Clyde Rivers
Leo W. Gerard
John J. Flynn
Nat LaCour
Larry Cohen
Thomas C. Short
James C. Little

Frank Hurt
Leon Lynch
Elizabeth Bunn
Edwin D. Hill
Cecil Roberts
Edward J. McElroy Jr.
Baxter M. Atkinson
Vincent Giblin
Warren George
Robbie Sparks
Alan Rosenberg

September 28, 2007

Mr. David J. O'Reilly, Chairman of the Board
and Chief Executive Officer
Chevron Corporation
6001 Bollinger Canyon Road
San Ramon, California 94583-2324

Dear Mr. O'Reilly:

I am writing on behalf of the American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations (AFL-CIO).

I strongly urge you to speak out immediately against this week's brutal crackdown by the Burmese military against peaceful demonstrations by monks. Chevron's silence in this situation makes it difficult to take seriously Chevron's position that Chevron should remain in Burma because Chevron is a more responsible corporate actor than alternative possible corporate partners for the Burmese regime.

This same issue of Burma was raised two years ago in a letter to you from AFL-CIO Secretary-Treasurer Richard Trumka, dated July 22, 2005 (attached). In that letter, he noted that Chevron remains the only U.S. company with significant assets in Burma. Almost all U.S. companies, and a sizable number of companies in Europe and Asia, have refused to do business in Burma. He quoted the CEO of one of those companies, Reebok Chairman and CEO Paul Fireman, who wrote about the Burmese regime's atrocities in *The Wall Street Journal* on June 7, 2005, and stated: "It's impossible to conduct business in Burma without supporting this regime."

When Chevron bought Unocal in 2005, it also acquired Unocal's substantial interest in the $1.2 billion Yadana gas project. Through the project's production sharing agreement, Chevron is now in part responsible for the transfer of millions of dollars to Burma's military regime. This represents a significant part of the money from the oil and gas industry that keep the regime afloat financially and provides it with the necessary money to buy arms and keep the Burmese people under its brutal rule.

Chevron also funds a trade association, the US-ASEAN Business Council, which lobbies the U.S. administration and Congress against the imposition of economic sanctions on Burma despite the regime's egregious abuse of human rights. This constitutes unacceptable indirect political support for the Burmese military regime by Chevron. We expect Chevron to state publicly its opposition to the US-ASEAN Business Council's position against economic sanctions on Burma or simply stop funding this lobbying group.

We wish to discuss the issue of Chevron's operations in Burma soon and in greater detail. I have asked Dan Pedrotty, the director of the AFL-CIO Office of Investment, to set up a meeting with the appropriate corporate officers. Mr. Pedrotty will be contacting Lydia Beebe on Monday. If you wish to reach Mr. Pedrotty, please call at your convenience at (202) 637-3900.

Thank you.

Sincerely,

John J. Sweeney
President

JJS/ms
opeiu #2, afl-cio

cc. Leo W. Gerard, International President, United Steel Workers
Samuel H. Armacost, Chevron Board of Directors
Linnet F. Deily, Chevron Board of Directors
Robert E. Denham, Chevron Board of Directors
Robert J. Eaton, Chevron Board of Directors
Sam Ginn, Chevron Board of Directors
Dr. Franklin G. Jenifer, Chevron Board of Directors
Senator Sam Nunn, Chevron Board of Directors
Dr. Donald B. Rice, Chevron Board of Directors
Peter J. Robertson, Chevron Board of Directors
Kevin W. Sharer, Chevron Board of Directors
Charles R. Shoemate, Chevron Board of Directors
Dr. Ronald D. Sugar, Chevron Board of Directors
Carl Ware, Chevron Board of Directors

October - December

USW Congratulates Union Leaders in Liberia over Recognition Victory
Union Announces Lowered Costs for Republic VEBA Participants
USW Announces Change in Leadership for National Paper Bargaining Program
Firestone's Refusal to Recognize Liberian Union Outrages USW
Deadly Chinese Imports – On Holiday Shelves?
USW Urges Administration to Reject Doha Negotiating Paper
Kids Make YouTube Appeal with 'Holiday Jingle'
Steelworkers take Ohio Valley Aluminum Co. First Contract Campaign to Company's Employees Nationwide
Catastrophic Decisions Cost DuPont $500 Million in 2007
USW Calls Affirmative Preliminary Anti-Subsidy Duty
Texas Supreme Court Decision on Remedy for Injured Contract Workers Rewards Negligent Employers who Maintain Unsafe Workplaces
Improving Consumer Product Safety Commission Good First Step to Address Problem of Toxic Imports
USW Hails U.S. Steel's $1 Billion Investment in the Mon Valley
Union Announces 2007 Payment Increase for ArcelorMittal VEBA Participants
USW Refinery Survey Shows Causes of BP Explosion Prevalent Throughout Industry
Steelworkers Union Crusades Against Toxic Trade to Protect Kids from Lead Toys, Products this Holiday Season
USW Disturbed by ITC Vote on Glossy Paper Imports
Coalition Fights to Protect Californians from Harmful Chemicals
Kids' Bracelet Contains Extremely Toxic Cadmium
United Steelworkers Commend Congressional Committee Passage of Illegal Logging Bill
USW Opposes $500 Million "Plan Mexico"
USW Calls on Grupo Mexico to Protect Workers
USW National Oil Bargaining Conference Delegates Prepare for 2009 Talks
USW Oil Workers Call on Chevron, Total to Withdraw their Investment in Burma
USW And Ad Hoc Coalition for Fair Pipe Imports from China
USW Report Shows DuPont Engages in "Greenwashing"
Unions Approve Package to Keep Bastrop, La. Paper Mill Running
Steelworkers at TIMET Form Unity Council

UNITED STEELWORKERS UNITY AND STRENGTH FOR WORKERS
USW NEWS

USW Oil Workers Call on Chevron, Total to Withdraw their Investment in Burma

For Immediate Release November 9, 2007

Denver, Colo.—Delegates to the United Steelworkers (USW) national oil bargaining conference unanimously approved a resolution this week calling upon USW employers, Chevron and Total, to pull out of Burma and denounce the military dictatorship.

"It is unethical and immoral for Chevron and Total to continue doing business with the brutal military dictatorship that has run Burma for over 40 years," said USW International Vice President Gary Beevers. "Both companies continue to be major investors in the Yadana gas pipeline project and the payments and support they give to the dictatorship help keep that government in power. They must withdraw from the Yadana project, divest all of their Burmese holdings and denounce in clear terms the military dictatorship that oppresses the people of that country."

Allegations have been made against Chevron and Total for the use of forced labor in Burma. The military dictatorship has engaged in harsh repression, systematic corruption and extensive use of forced labor since 1988.

Although the people of Burma voted in a free and fair election in 1988 to abolish the military dictatorship, the military refused to carry out the will of the people and put the leaders of the democratic movement, in particular, Aung San Suu Kyi, under arrest. Massive demonstrations against the dictatorship were suppressed with bloodshed and loss of life in 1988. In 2007, the military dictatorship again ruthlessly suppressed massive and peaceful demonstrations by Burmese religious leaders and citizens demanding freedom.

Concerned citizens throughout the world have called for global companies to divest their holdings in Burma, and companies like Chevron's predecessor, Texaco, and leading jeweler Tiffany's have responded by withdrawing from the country.

The USW is the largest industrial union in North America and represents over 1.2 million workers and retirees. In the oil sector, the USW represents 30,000 workers in the U.S.,

USW

Subscribe Free
SUBSCRIBE with iTunes
PODCAST RSS
Subscribe to POWERcast

USPA 2008 Biennial Conference
June 26 - 28
Las Vegas, NV
for more ...

Hear News & Interviews
POWERcast

News Releases

USW Press Contacts

USW@Work

Store

Building Power
Steelworkers Action Plan

UMWA Praises House Committee for Approval of S-MINER Act
Meridian Could Be Slapped with Steelworkers' Back-Pay Claim
Union Demands Apology after $800,000 WSJ Editorial Error
USW Assails Consumer Agency's Misguided Focus
Coalition Of Black Trade Unionists Holding Regional Conference In Pittsburgh Oct. 27, Focusing On Economic Plight Of Black Workers
U.S. Department of Commerce Rules for Fair Trade
USW Applauds Commerce Dept. Duties on Glossy Paper Imports
Pittsburgh Mom Crusades Against Toxic Trade Protecting Kids from Lead Toys, Products Top Priority
Middle Georgia Workers Reject BASF Offer
USW Reacts to U.S. Trade Commission Vote on Hot-rolled Steel; Tariffs Retained on China, India, Indonesia, Others
USW Calls on Colombia to Stop 'Impunity Slaying' of Unionists
Coalition of Labor Union Women Conduct 14th Biennial Convention in Las Vegas
Steelworker Retirees Set to Receive New Health Care Benefit

July - September

USW Members at Gerdau's Sand Springs and Calvert City to Vote on Tentative Contracts
300 Union Members Rally at State Capitol; Gather Pledges Against "Right to Work" Ballot Measure
USW Members Ratify 5-Year Contract with REP
USW Launches North American Awareness Campaign to Combat Toxic Imports
Congressional Labor Caucus Co-Chairs Call on Continental Tire to Restore Retiree Health Care
Union Members Rally at State Capitol, Support Better Economy in Michigan, Oppose RTW Referendum
USW International Women's Conference in Toronto Promises to be Largest Gathering of Working Women
USW Seeks to Protect Future Jobs at BASF Geismer, La., Plant
Steel Giant and Unions Commit to Innovative Health and Safety Program
Steelworker Retirees to Receive Health Care Benefit Checks
USW and IBCTV to Use Cutting Edge Technology to Create Virtual Courtroom Experience
USW Supporting Overhaul of Corporate Bankruptcy Law for Workers
Membership Vote's No To Century's Last, Best And Final Offer
USW Activist to Testify at U.S.-China Commission Hearing
Steelworkers Endorse John Edwards for President
USW Warns Governor Blanco About Potential Increased Poisons from DuPont Plant in Louisiana

Canada and Aruba.

Contact: Lynne Baker, USW communications, (c) 615-828-6169

###

Securing Our Children's World